

JEFFRY FRIEDEN

Professeur au département du gouvernement à l'Université de Harvard

Jean-Claude TRICHET

Jeff, je vous laisse la parole.

Jeffry FRIEDEN

Sans surprise, puisque nous l'avons déjà fait auparavant, ce que j'ai à dire découle à bien des égards de ce que Daniel vient de dire. Il y a beaucoup de questions dont nous pourrions discuter en finance internationale, et j'espère que nous le ferons. La politique internationale, la monnaie et les finances et devises internationales sont de nos jours particulièrement complexes. Nous pourrions parler de gestion de crise et de notre degré de préparation à une autre crise. Comme nous l'avons fait en séance plénière, où nous avons pu discuter du rôle du dollar, de l'euro et peut-être d'autres monnaies. On assiste à une politisation de la finance avec des sanctions et cela n'est pas sans lien avec la montée de la Chine et comment tout cela rejoint l'investissement socialement responsable.

Nous pourrions parler de tout cela, mais si nous nous y cantonnons, nous manquerions le principal problème auquel la finance internationale est confrontée aujourd'hui. Et même, non seulement la finance internationale mais l'économie en général. Pour quiconque croit en l'opportunité d'un ordre économique international intégré, le principal problème auquel se heurtent aujourd'hui la finance et l'économie internationales est d'ordre national et politique. Comme certains l'ont qualifiée, c'est une révolte des masses qui rappelle des époques révolues.

Je ne suis pas d'accord avec ceux qui représentent les révoltés, dont beaucoup me paraissent justement révoltants. Mais leur sentiment est justifiable, dans la mesure où ils représentent une réponse ou une réaction à l'idée que la mondialisation, ou le mondialisme comme l'appelle Donald Trump, a considérablement accru les inégalités de revenus. Certains pensent que la mondialisation a créé des gisements de richesses non mérités et qu'elle a contribué au déclin de communautés et de régions entières. C'est une perception très répandue et pas seulement américaine, française ou brésilienne. Elle est pratiquement mondiale, partagée dans quasi tous les pays de l'OCDE et nombre de pays en développement.

Je ne pense pas qu'il faille nous leurrer en ignorant la réalité. Il ne fait aucun doute, du moins dans mon esprit, que la finance internationale constitue une cible. Que cette cible soit visée à juste titre ou non est une autre affaire, mais nous avons un précédent, celui de l'entre-deux-guerres. Les partis politiques traditionnels et les principaux acteurs politiques et économiques se sont montrés incapables de trouver une solution aux problèmes qui affectaient pourtant la vie de dizaines et de centaines de millions de personnes.

Si les principaux partis politiques et acteurs économiques ne trouvent pas de solution, d'autres combleront ce vide. La grande question, c'est que feront ceux qui se trouvent dans et autour des institutions financières internationales ? Nous avons un début de réponse aux États-Unis.

Pour la première fois depuis les années 1930, nous avons deux candidats à la présidence qui se sont présentés sur des plateformes explicitement hostiles au commerce international, à la finance internationale et aux investissements internationaux. L'un de ces candidats a remporté la présidence. L'autre est à nouveau en lice, c'est Bernie Sanders. C'était en réponse à la victoire de quelqu'un qui a fait campagne contre le mondialisme, la finance internationale et le commerce international.

Le milieu des affaires international américain est resté très silencieux. La conclusion habituelle est qu'il n'aime pas beaucoup les politiques protectionnistes, mais a obtenu des réductions d'impôt et une déréglementation, et c'est sans doute plus important à ses yeux.



Du point de vue des entreprises individuelles, c'est probablement vrai. Du point de vue de l'ordre économique international et du système financier international, c'est une terrible erreur qui nous mènera vers une sorte de répétition des années 1930. Que vont faire les gens ? Quand le monde des affaires et les institutions financières internationales vont-ils commencer à agir ? Presque tous les pays dans le monde sont confrontés à une contestation, dans certains cas de très grande envergure, de la manière dont l'ordre économique et financier international est structuré.

Jean-Claude TRICHET

Merci beaucoup Jeff. Je ne suis pas surpris par votre analyse ni par votre appel à une réaction appropriée. Je dois avouer que j'étais moi-même étonné par l'attitude d'Hillary. Vous avez mentionné Bernie, mais même Hillary annonçait qu'il nous fallait rétro pédaler par rapport à la tendance précédente au libéralisme et au marché libre. Merci beaucoup. Encore une fois, comme nous devons rester brefs, tous les participants devraient en prendre note, et ce dont nous avons besoin, c'est de votre réaction et de vos questions. Je prends également en compte le fait que vous avez probablement vu un document sur lequel j'ai inscrit plusieurs questions en guise de suggestions pour un examen attentif de certains points. Merci beaucoup, Jeff, pour votre appel à une réponse adaptée au populisme.